

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/WGTCP/W/9

19 juin 1997

(97-2512)

**Groupe de travail de l'interaction du commerce
et de la politique de la concurrence**

Original: anglais

COMMUNICATION DE L'EGYPTE

La Mission permanente de la République arabe d'Egypte a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après en lui demandant de la distribuer aux Membres.

L'Egypte présente ci-après au Groupe de travail un premier aperçu de la façon dont elle conçoit les études qu'il y aurait lieu d'entreprendre au sujet de cette question très complexe.

1. Il est à noter que par suite du renforcement de la mondialisation et de la transformation de l'environnement commercial les entreprises mondiales, qui exercent en régime de libre-échange, fixent les critères et les nouvelles conditions qui régissent la compétitivité et la concurrence sur des marchés où l'intensification des échanges verticaux devient la norme. La manière dont on concevait par le passé la politique en matière de concurrence, c'est-à-dire dissociée du commerce international, avait peut-être sa raison d'être. Mais cette politique ne peut plus se limiter au cadre national. Nous sommes confrontés aujourd'hui à un phénomène nouveau qui a, pour les pays, des conséquences qui varient selon le niveau de développement. Il ne faut pas croire que ce nouvel environnement n'a que des avantages, notamment pour les pays en développement. Afin de niveler le terrain à l'échelle mondiale, les pays développés et les pays en développement devraient travailler en collaboration pour mettre en place un cadre qui permette de tirer le meilleur parti possible des avantages du libre-échange et de la libéralisation de l'investissement. Il est donc d'autant plus nécessaire d'examiner les liens entre commerce et concurrence d'une part, investissement et concurrence d'autre part, dans une perspective mondiale.

2. Le Groupe de travail devrait aborder la question du commerce et de la concurrence sous un angle global, sans préjuger les résultats des travaux ni les questions dont il déterminerait en dernier ressort qu'elles méritent d'être examinées plus avant. Bien que nous soyons particulièrement intéressés par les dimensions internationales de la politique en matière de concurrence, nous pensons que le Groupe de travail ne devrait pas, puisque nous sommes engagés dans un processus formateur, éluder l'examen de l'interface entre commerce et concurrence, qui met en jeu les mesures antidumping et les mesures de sauvegarde.

3. Afin d'améliorer nos connaissances sur la question, nous proposons que le Groupe de travail entreprenne un vaste programme de travail de caractère formateur composé de communications des pays et d'études de l'OMC effectuées, le cas échéant, en coopération avec d'autres organisations internationales et plus particulièrement la CNUCED comme l'a demandé la Conférence ministérielle de Singapour, afin de s'assurer que la dimension du développement sera pleinement prise en compte.

4. Le programme de travail de caractère formateur pourrait comprendre, pour commencer, les trois grandes études ci-après:

- a) Etude théorique des éléments d'une politique efficace en matière de concurrence
 - i) Dans quelle mesure la législation des pays en matière de concurrence régit-elle de manière efficace les pratiques commerciales restrictives des sociétés transnationales à l'échelle internationale, en particulier en ce qui concerne les pays en développement? Comment contrôler les fusions internationales qui aboutissent à l'exercice d'un monopole ou à une position dominante sur le marché national?
 - ii) Coopération internationale visant à permettre aux pays d'aborder efficacement les problèmes de concurrence liés à l'existence d'entreprises étrangères qui ont des incidences sur le marché local.
 - iii) Nécessité d'instaurer un cadre multilatéral et portée éventuelle de ce cadre multilatéral.
- b) Etude approfondie de la dimension du développement de la politique de la concurrence, fondée notamment sur les principes pertinents de la Série de règles concernant les pratiques commerciales restrictives
 - i) Comment favoriser une transition optimale de façon à permettre aux entreprises protégées précédemment de la concurrence d'être compétitives à mesure que les marchés s'ouvrent à la libre concurrence?
 - ii) On pourrait procéder à l'analyse d'expériences afin d'établir une comparaison entre les méthodes "de choc" et les méthodes progressives.
 - iii) Dans quelle mesure les entreprises des pays en développement pourraient-elles bénéficier d'exceptions aux règles de la concurrence (petites et moyennes entreprises, mesures de sauvegarde transitoires, secteurs spécifiques, ...)?
 - iv) Interdépendance de la politique en matière d'investissement et de la politique en matière de concurrence.
- c) Etude des dispositions pertinentes des Accords du Cycle d'Uruguay en rapport avec la concurrence accompagnée, dans la mesure du possible, d'un examen circonstancié des dispositions correspondantes indiquant les diverses positions et leur fondement
 - i) Dans quelle mesure le système de l'OMC recouvre-t-il les questions de concurrence et est-il compatible avec les principes fondamentaux de libre concurrence?
 - ii) Comment les aspects qui touchent à la concurrence ont-ils été abordés dans les Accords de l'OMC?
 - iii) Comment rendre le système de l'OMC mieux compatible avec les principes de la libre concurrence?

5. Nous sommes parfaitement conscients de la difficulté de donner une définition de la concurrence et des positions divergentes en la matière, ainsi que de la nécessité d'arriver à un consensus à cet égard, mais nous pensons qu'il serait erroné de se fixer pareil objectif pour la phase initiale des travaux.

6. Les travaux devraient être inspirés de la série de règles concernant les pratiques commerciales restrictives, qui a pour objectif fondamental de veiller à ce que ces pratiques n'entravent pas ou n'annulent pas la concrétisation des avantages qui devraient découler de la libéralisation des obstacles tarifaires et non tarifaires auxquels se heurte le commerce mondial, et plus particulièrement le commerce et le développement des pays en développement. Il importe de s'inspirer du caractère global de la Série de règles concernant les pratiques commerciales restrictives, qui s'applique à toutes les entreprises, privées ou publiques, y compris les sociétés transnationales, et qui a en particulier le mérite de tenir compte de la dimension du développement. Ce texte semblerait donc être un point de départ intéressant pour nos travaux.